

**DISCOURS DE S.E. MADAME L'AMBASSADEUR KHADIJA R.
MASRI, REPRESENTANTE PERMANENTE DE L'UNION
AFRICAINA A LA SEANCE D'OUVERTURE DU SEMINAIRE DU
GROUPE AFRICAIN SUR LA PREPARATION DE LA
CONFERENCE DE REVISION DE DURBAN
LE 5 AVRIL 2008**

**Excellences, Medames et Messieurs les Ambassadeurs et Représentants
Permanents,**

Chers distingués délégués,

Honorables invités,

Medames, Messieurs,

C'est avec un grand honneur et un réel plaisir que je vous accueille une fois de plus, au nom de la Commission de l'Union africaine pour travailler et réfléchir ensemble sur une question d'importance capitale pour l'Afrique. Notre séminaire d'aujourd'hui, consacré aux préparatifs de la Conférence de révision de Durban, est un autre épisode qui s'inscrit bien dans la continuité de nos efforts de défendre au mieux les intérêts de l'Afrique.

Je vous remercie vivement pour votre disponibilité malgré vos considérables responsabilités, ce qui exprime, certainement, votre engagement et dévouement pour la promotion et le développement de notre continent dans tous les secteurs et domaines d'intérêts.

Permettez-moi d'exprimer ma profonde reconnaissance au Dr. Ibrahim Salama, à M. Ibrahim Wani et à M. Dougan Beca, imminents représentants du HCDH, qui ont bien voulu accepté de prendre sur leurs temps et venir nous apporter leurs connaissances et expertise en la matière

Mes plus sincères remerciements s'adressent à M. Doudou DIENE, Rapporteur Spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance y associée dont l'apport et la contribution à la lutte contre le racisme, notamment sous ses nouvelles formes ne font plus aucun doute et qui nous permettra, encore une fois, d'approfondir la réflexion et de cerner concrètement le défi sur les nouvelles formes de racisme.

Chers Sœurs et frères,

La Déclaration et le Programme d'Action de Durban (DPAD) adopté à l'issu du Sommet Mondial contre le Racisme en 2001 constitue, indiscutablement, l'une des plus grandes réalisations des États africains en matière de lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. La DPAD constitue non seulement une composante essentielle de l'arsenal mondial contre le racisme mais aussi un traitement ciblé aux maux dont souffrent particulièrement les africains qui ont demeuré, au fil des temps et des événements mondiaux, les populations les plus touchées par les phénomènes de racisme et de discrimination sous toutes ses formes.

L'élaboration de la DPAD et l'aboutissement des efforts pour son adoption montrent que les pays africains savent faire face à leur défis et sont capables de les surmonter. Cette attitude doit continuer à gouverner les travaux du groupe africain à Genève qui a toujours été une locomotive dans les domaines de diplomatie multilatérale pour les autres groupes africains dans les différents postes multilatéraux dans le monde.

Consciente de ce rôle pionnier et crucial du groupe africain de Genève, la Commission de l'Union africaine reste déterminée à lui apporter tout le soutien et l'assistance possibles pour l'accompagner dans sa noble et laborieuse tâche de défendre au mieux les intérêts du continent africain. C'est donc en toute conviction que la Commission de l'Union africaine a rendu possible la tenue de notre séminaire d'aujourd'hui.

Le soutien de la Commission de l'Union africaine est d'autant plus pertinent que la préparation de la Conférence de Révision de Durban se situe au cœur du combat africain et mondial contre le racisme. Il est important de signaler la sagesse des auteurs de la DPAD qui ont pris le soin de prévoir cette conférence dans le texte même de la Déclaration adoptée en 2001. La Conférence de révision de Durban est destinée notamment, à l'évaluation de l'application effective de la DPAD et à son actualisation à la lumière des nouvelles tendances ou nouvelles formes de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée.

Au regard des développements considérables qui ont marqué la scène internationale depuis l'adoption de la DPAD, force est de constater que les rédacteurs de cet instrument de protection et de promotion des droits de l'Homme ont vu juste et ont anticipé la détérioration de la situation des droits de l'Homme non seulement sur un plan thématique mais aussi sur le plan des circonstances particulières dans différentes régions du monde.

En effet, les événements du 11 septembre 2001 aux Etats Unis d'Amérique ont marqué et continuent de marquer les comportements de plusieurs pays développés et ont par la même donné naissance à de nouvelles formes de discrimination raciale dont, encore une fois, les Africains sont les premiers touchés et par conséquent leur combat contre le racisme ne peut qu'être amplifié et confirmé.

La scène internationale depuis septembre 2001 nous offre une multitude de pratiques discriminatoires qui, au nom de la fameuse guerre contre le terrorisme, ont donné lieu aux violations les plus exagérées des droits de l'Homme. Profilage racial plus présent, incitation à la haine raciale plus tolérée, appartenance religieuse plus stigmatisée, situation des migrants et demandeurs d'asile plus fragilisée, déséquilibre entre droits économiques, sociaux et culturels et droit politiques et civils plus aggravée et bien d'autres manifestations qui seront certainement traitées dans les prochaines présentations.

Plus alarmant encore, l'observation de certaines scènes politiques dans plusieurs pays fait apparaître une tolérance déclarée à l'égard des discours politiques fondateurs du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est rattachée. Cette nouvelle tendance de légitimation du racisme marque le franchissement d'un cap supplémentaire vers l'incitation et la consolidation des réflexes et des attitudes négationnistes de l'autre. L'incitation à la haine et le rejet de l'autre, quelles que soient leurs bases, ne peuvent pas et ne doivent pas être acquiescés au nom de la liberté d'opinion et de la liberté de presse. Ces deux libertés immuables et fondamentales pour la réalisation de la personne humaine ne doivent pas être défigurées pour aboutir à des pratiques de dénigrement des autres cultures et pour appeler à des traitements de discrimination raciale ou basées sur la xénophobie et l'intolérance. Dans ce cadre, il est aisé de conclure qu'on assiste actuellement à une situation où la liberté opprime et il incombera à la loi d'affranchir, en reprenant les termes utilisés par Montesquieu quelques siècles auparavant.

Tous ces défis présentés ici sommairement ont accompagné toutes les discussions qui ont eu lieu à l'occasion de la DPAD non seulement au niveau du Conseil des Droits de l'Homme mais aussi au niveau des mécanismes rattachés à la Déclaration de Durban, qu'il s'agisse du Comité Préparatoire pour la Conférence de révision de Durban, du Groupe de travail intergouvernemental sur l'application effective de la DPAD, du Groupe de travail sur les populations de descendance africaine ou du Comité Ad Hoc sur les normes complémentaires.

La gravité des ces défis est d'autant plus accrue que les pays où ils sont les plus présents, cherchent à diminuer l'importance de leur impact et même à nier la pertinence de les approcher à travers un cadre normatif nouveau permettant d'atténuer leurs effets. Certains pays sont en effet réticents à voir les discussions aboutir à la réalisation des objectifs de la Conférence de révision de Durban et même sa tenue.

Cette appréhension négative du processus de révision a été amplement exprimée lors du segment de haut niveau de la 7^{ième} session du Conseil des Droits de l'Homme. Les positions exprimées font apparaître des réserves quant aux objectifs et éventuelles conclusions de la dite Conférence de révision ce qui pourrait faire avorter le mécanisme de révision ou du moins réduire l'importance et la pertinence du contenu et des conclusions finales du processus.

Toutefois, il est rassurant de voir que plusieurs autres groupes d'Etats comme les Etats du Mouvement des Non Alignés, les Etats de l'Organisation de la Conférence Islamique, le groupe des pays arabes et autres Etats influents comme la Chine ou la Fédération de Russie rejoignent et partagent les soucis et défis du

groupe africain. Également, une grande majorité des ONG et autres composantes de la société civiles rejoignent ce qu'on peut légitimement appeler un consensus en formation. Toutes ces parties sont désormais des partenaires stratégiques dont le groupe africain aura à composer avec eux.

A l'aube de la prochaine session du Comité Préparatoire de la Conférence de Révision de Durban et à la lumière du débat politique déjà engagé au Conseil des Droits de l'Homme et aux différents mécanismes rattachés au processus de révision, le groupe africain se doit d'unir ses rangs et de préparer la progression et le développement de son œuvre qu'est la DPAD. Dans cette perspective, notre séminaire d'aujourd'hui trouve toute son utilité et pertinence. Notre séminaire a en effet l'ambition d'aboutir à la définition d'une position du groupe africain à propos non seulement des aspects organisationnels du processus de révision mais aussi sur les questions de substance. Une position unifiée du groupe africain tiendrait compte des priorités et positions des uns et des autres et serait, comme de tradition, basée sur le consensus général qui s'est souvent dégagé dans le ce groupe même sur les questions les plus épineuses.

Notre séminaire d'aujourd'hui a également l'ambition d'attirer l'attention sur un certain nombre d'obligation qui vont de paire avec la Conférence de Révision de Durban et ses étapes préparatoires. Le respect des ces obligations est d'une importance capitale pour envoyer un message d'engagement irréfutable et de conviction avérée sur la pertinence, l'importance et la nécessité de mener le processus de révision de la DPAD à son terme.

Je vous souhaite plein de succès dans la réalisation des objectifs assignés à ce séminaire et vous remercie pour votre attention.

2008

Discours de S.E. Madame
l'Ambassadeur Khadija R. Masri,
représentante permanente de l'Union
Africaine à la séance d'ouverture du
séminaire du Groupe africain sur la
préparation de la Conférence de
révision de Durban

AU GENEVA OFFICE

AU GENEVA OFFICE

<http://archives.au.int/handle/123456789/1902>

Downloaded from African Union Common Repository